

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2200 - MARDI 6 JANVIER 2015

Échange de vœux Denis Sassou N'Guesso- Corps diplomatique

Convergence de vues contre la menace terroriste



Charlotte Fayanga délivrant son message au nom des ambassadeurs



Denis Sassou N'Guesso répondant aux diplomates

Au cours de la cérémonie d'échange de vœux organisée hier, au palais du Peuple, entre le chef de l'État congolais, Denis Sassou N'Guesso et les ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques accrédités au Congo, la menace terroriste a mobilisé l'attention des deux parties. Pour la doyenne du corps diplomatique, Charlotte Fayanga, ambassadeur de Centrafrique, le terrorisme est

un marché organisé qui prospère sur la misère des populations et sur l'ignorance. Il convient, a-t-elle indiqué, de conjuguer les efforts au niveau des États afin de combattre ce phénomène qui « instrumentalise la religion ».

Sur la même question, le président de la République a appelé au « renforcement de la coopération internationale dans la

lutte contre ce fléau », condamnant en passant l'action du groupe Boko Haram, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, et celle des Shebab somaliens. Denis Sassou N'Guesso, comme la diplomate centrafricaine, a salué le rapprochement annoncé entre les États-Unis et Cuba.

Page 8

VŒUX À LA NATION

Réactions au message du chef de l'État

Alors que le Club 2002-PUR salue les mesures sociales annoncées par le président de la République, Germain Céphas Ewangui de la société civile loue la hauteur prise par Denis Sassou N'Guesso dans son message de vœux. Clément Mié-rassa tranche quant à lui avec ce ton, en décryptant des « manquements » dans le message à la nation prononcé par le chef de l'État le 31 décembre dernier. Selon lui, la réaction du gouvernement n'a pas été à la hauteur des attentes suite aux cataclysmes créés par les pluies diluviennes à Brazzaville et Pointe-Noire. [Page 3](#)

CAN GUINÉE EQUATORIALE 2015

Christopher Maboulou écarté de la liste des Diabls rouges

La Fédération congolaise de Football a annoncé hier le retrait du Bastiais Christopher Maboulou de la liste des vingt-six joueurs retenus pour le stage au Sénégal, prélude à la Coupe d'Afrique des Nations de football 2015, prévue du 17 janvier au 8 février en

Guinée Equatoriale.

Des sources concordantes indiquent que la disqualification de Christopher Maboulou serait le résultat de son non ralliement, dans les délais, à l'équipe nationale, pour défaut de passeport. [Page 16](#)

OIF

Michaëlle Jean a pris officiellement ses fonctions

La nouvelle secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), a pris officiellement ses fonctions, le 5 janvier, à Paris. La Canadienne d'origine haïtienne avait été désignée, le 30 novembre dernier, par les chefs d'État des pays ayant le français en partage lors du XV^e sommet de l'OIF tenu à Dakar, au Sénégal. De nombreux défis attendent la remplaçante d'Abdou Diouf. [Page 7](#)

CINÉMA

Les combats de femme au menu du festival Tazama

La deuxième édition du Festival du film des femmes africaines, Tazama, s'ouvre aujourd'hui, en soirée, à l'Institut français du Congo, sur le thème « Combats de femmes ». Des films sur le mariage forcé, le harcèlement sexuel, la difficulté de concevoir, le racisme, la prostitution, la difficulté d'aimer, le de-

voir de mémoire sont au menu de ces moments d'évasion. [Page 16](#)

ÉDITORIAL

Piège

Page 2

ÉDITORIAL

Piège

Ce que devraient comprendre avant qu'il ne soit trop tard les quelques personnalités politiques qui tentent encore de s'opposer à la réforme de nos institutions c'est qu'ils se trompent de combat. En s'exprimant par le canal de médias étrangers qui n'ont toujours pas compris eux-mêmes que l'ère coloniale est révolue, ils se décrédibilisent et rendent leur discours inaudible pour leurs concitoyens. Fait plus grave encore, les arguments qu'ils brandissent par ce même canal créent un fossé entre eux et ceux qu'ils espéraient rallier à leur cause.

S'ils prenaient la peine de lire chaque matin le journal que vous, lecteur, tenez entre vos mains, ils verraient que la bataille dans laquelle ils s'engagent est d'ores et déjà perdue pour eux. À travers les prises de position très diverses que nous relayons jour après jour il est évident que la classe politique congolaise, majorité et opposition mêlée, s'est d'ores et déjà ralliée, même si tous ses leaders ne le reconnaissent pas encore officiellement, à l'idée selon laquelle le changement, ou l'aménagement de la Constitution de 2002 est une nécessité. Un ralliement qui, bien entendu, n'empêche nullement les divergences de fond.

Le piège dans lequel tombent celles et ceux qui se prononcent publiquement contre les réformes en gestation avant même de savoir ce qui sera proposé par l'Exécutif au peuple congolais est en réalité un puits sans fond. Il les coupe, en effet, de leurs propres troupes qui ne peuvent ni comprendre ni admettre que leurs chefs refusent par principe de les laisser se prononcer sur la gouvernance publique. Et tout indique aujourd'hui qu'en se prononçant comme ils le font, sans tenir le moindre compte de ce que pense la base de leur formation politique, ils donnent à chacun le sentiment de n'être plus en phase avec celle-ci et donc d'être en rupture de ban.

Pour dire les choses crûment, l'erreur ainsi commise ouvre la porte à une redistribution des cartes dans le monde politique qui pourrait bien se produire plus rapidement qu'on ne le pense et donc avant même que soit tranchée la question du recours au référendum pour entériner les réformes en préparation. Voyons donc ce qui va se passer dans les prochaines semaines au sein des formations politiques concernées.

Les Dépêches de Brazzaville

MESSAGE DU CHEF DE L'ÉTAT À LA NATION

Plateau spécial à Paris par Ziana TV suite aux vœux 2015 du président Denis Sassou Nguesso

Se trouvant dans le même fuseau horaire, Ziana TV a réuni dans ses locaux à Paris, le 31 décembre dernier à 20 h, sur un même plateau, les différentes personnalités qui s'investissent dans la vie politique au Congo pour commenter les vœux du président congolais

L'État en fonction de son appartenance ou de son obédience politique. « Ce soir, nous avons constaté de la tenue entre débatteurs », a expliqué Cyr Ma-



Ambiance entre membres personnalités politiques congolaises après le débat sur les vœux présidentiels le 31 décembre 2014 à Paris Crédit photo : Cyr Makosso by Ziana TV

Dans un exercice au cours duquel on s'attendait à un déluge de quolibets entre participants, sur un plateau réunissant les membres de la majorité présidentielle et ceux de l'opposition, les téléspectateurs ont plutôt assisté à un moment privilégié d'échanges politiques courtois. Présents à la rencontre : Gertrude Malalou-Koumba ; Maurille Louzala ; Sanellie Tamba-Tamba (Comité d'actions) ; Benjamin Toungamani (Assises), Alexis Miayoukou (Assises) ; Vivien Romain Manangou, coordinateur Lisanga 2016 ; Patrick Eric Mampouya du mouvement citoyen ; Côme Mankassa président de l'UCR, Ludovic Kokolo, (PCT), Patrick Gabriel Dion président PCT-France ; Auguste Mavimbu

(CODICORD), Arnel Vivien Ndoudi (Société civile) et Anatole Collinet Makosso, ministre de la Jeunesse, en direct de Brazzaville par téléphone.

Cette convivialité des débats a été obtenue grâce au briefing du présentateur Cyr Makosso et de sa collègue, Nathy Ferrari. En substance, les animateurs de la soirée ont expliqué en français, lingala et kikongo combien cette première pour l'Histoire des vœux présidentiels congolais constituait une occasion unique pour se rassembler à Paris un 31 décembre « pour commenter les vœux du chef de l'État » ; un choix de Ziana TV salué par tous les participants. Chacun a pris la parole et a pu s'exprimer librement en commentant le message du chef de

kosso. Et de renchérir « une convivialité a prévalu tout le long de cette rencontre. Nous sortons du plateau en toute dignité pour avoir honoré nos personnalités politiques et de la société civile. Comme plusieurs avant nous, nous avons permis de continuer à faire vivre notre jeune démocratie ici, en France ».

Après les débats, de l'avis des participants, une telle rencontre six mois plus tôt n'aurait pas pu se faire dans le paysage des Congolais de l'extérieur. Ce débat augure d'un nouvel état d'esprit dans le milieu politique congolais en France allant dans le sens de la substance du message du Président Denis Sassou N'Guesso qui prône la cohésion et l'unité nationale.

Marie Alfred Ngoma

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras

Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila),

Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

RÉACTIONS AU MESSAGE DE VŒUX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Club 2002 et la société civile

Dans une déclaration rendue publique le 1er janvier, le porte-parole du Club 2002 Parti pour l'unité et la République (Club 2002-Pur), Louis Gabriel Missatou a indiqué que son parti salue les mesures sociales annoncées par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, dans son message de vœux à la nation congolaise.



Louis Gabriel Missatou

Parmi celles-ci, a-t-il rappelé, il y a l'augmentation du point d'indice salarial des fonctionnaires de l'Etat de 225 à 250 ; la création d'une société de transport urbain à Brazzaville et à Pointe-Noire et la construction des hôpitaux généraux dans les douze départements du Congo.

Le Club 2002 pense que dans ce message, le président de la République a parlé vrai, juste et droit. Vrai, a-t-il dit, parce qu'il a parlé avec son cœur de père et ce, à rebours des cassandres de ces derniers temps qui annonçaient encore aux Congolais du sang et des larmes.

Le chef de l'Etat, a-t-il renchéri, a pris sa responsabilité de garant de la paix

et de la sécurité de tous les Congolais en rendant un hommage national aux victimes des pluies diluviennes dont Brazzaville et Pointe-Noire sont victimes ces derniers temps et en réaffirmant qu'il ne laisserait personne attenter à la paix chèrement acquise au Congo.

Le chef de l'Etat a parlé juste, a-t-il commenté, car dans ses propos, comme toujours, il est resté mesuré, pondéré mais solennel. Le Club 2002 a affirmé que le président de la République a parlé droit, parce qu'il a tenu à ne jamais sortir du cadre légal, en rappelant que le temps des joutes électorales n'arrivera qu'en 2016 pour l'élection présidentielle et en 2017 pour les élections législatives.

Par ailleurs, le président de la République a indiqué que dans cet intervalle de temps, les institutions fonctionneront normalement, dans la quiétude, la paix et la stabilité.

La société civile apprécie positivement le message de vœux du président de la République

Le président du Forum de la société civile pour les élections libres et transparentes, Germain Céphas Ewangui pense que le chef de l'Etat a pris suffisamment de la hauteur pour apaiser les esprits en rappelant aux uns et aux autres qu'au-delà des ambitions et des passions, les Congolais ont un bien commun à préserver : la République du Congo.

En outre, il a rappelé que l'œuvre de la consolidation de la démocratie et de l'édification de l'Etat de droit exige la participation effective des filles et fils du Congo. Cet état de fait, a-t-il renchéri, devrait être exécuté par le biais de la démocratie qui créera les conditions de la jouissance de tous aux droits humains.

En ce qui concerne le débat sur les réformes institutionnelles, a dit Ewangui, le chef de l'Etat a appelé



Germain Céphas Ewangui

les acteurs de la société civile et les animateurs des partis politiques à se remettre à l'arbitrage du souverain primaire. C'est ainsi, a-t-il renchéri, que les organisations de la société civile rappellent à la majorité présidentielle et à l'opposition de placer en avant l'intérêt général de la nation au détriment des appétits égoïstes.

Roger Ngombé

Le Centre démocratique-la troisième force soutient l'idée du dialogue

Après le message de vœux du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, les forces vives de la nation s'activent. Hommes politiques et groupements de partis, à l'instar du centre démocratique-la troisième force « L'Acrotère », interprètent chacun selon son entendement et ne manquent pas de donner leur appréciation.

Le 2 janvier dernier, le directoire de ce groupement de partis du centre a analysé l'actualité nationale et internationale. À l'issue de cette session inaugurale de la nouvelle année 2015, il a décidé de publier une déclaration sur le calendrier électoral et le dialogue national préconisé par les forces vives de la nation et le gouvernement. En réaction au message de vœux adressé à la nation, les centristes se sont réjouis de l'annonce faite par le président de la République, sur la tenue de l'élection présidentielle en 2016 et des législatives en 2017, qui pour eux est le gage de l'application et du respect des délais constitutionnels.

Selon les recommandations des concertations politiques d'Ewo et de Dolisie, les deux scrutins pourraient voir l'utilisation de la carte d'électeur biométrique et du bulletin unique déclare le porte-parole de ce groupement de partis, Gianni Louis-Juvénal Hollat.

« Ce processus doit respecter les délais et se tenir un an, voire deux ans avant la date de la présidentielle. Cette durée plus ou moins raisonnable s'explique par le manque d'expérience en la matière.

L'organisation de ce recensement après le premier semestre 2015 fera glisser la date du scrutin présidentiel, ce qui nous conduira à une transition de fait, qui est une période d'illégalité et d'incertitudes »,

qui implique, poursuit-il, le recensement électoral en vue de l'obtention de ladite carte. « Ce processus doit respecter les délais et se tenir un an, voire deux ans avant la date de la présidentielle. Cette durée plus ou moins raisonnable s'explique par le manque d'expérience en la matière. L'organisation de ce recensement après le premier semestre 2015 fera glisser la date du scrutin présidentiel, ce qui nous conduira à une transition de fait, qui est une période d'illégalité et d'incertitudes », rapporte Gianni Louis-Juvénal Hollat.

Le centre démocratique-la troisième force « L'Acrotère » adhère cependant, au projet d'organiser un dialogue national inclusif réunissant les forces politiques, la société civile et les autres forces. Il souhaite ainsi que ce dialogue soit

précédé d'une évaluation des dialogues précédents. Pour garantir le succès dudit dialogue, les centristes demandent, aux uns et aux autres, de bannir la bipolarisation de la vie politique, source de tous les conflits politiques que le Congo a connus et de cesser d'instrumentaliser les douloureux événements des années 1990.

Josiane Mambou Loukoula

Clément Mierassa constate des manquements dans le message du chef de l'Etat

Dans un entretien qu'il a accordé le 05 janvier au journal les « Dépêches de Brazzaville », le président du Parti Social-Démocrate Congolais Clément Mierassa a fait une analyse moins satisfaisante de l'adresse du chef de l'Etat.

est bon que les leçons soient tirées pour qu'à l'avenir, il y ait plus d'attention à ces drames parce qu'il y a des compatriotes qui sont sans domicile fixe aujourd'hui », a-t-il déclaré.

Au plan économique, caractérisé aujourd'hui par la chute du

vieux débat que les Congolais connaissent, celui de notre trop grande dépendance du pétrole et de notre échec en matière de diversification de l'économie.

Il a regretté le fait que le chef de l'Etat n'a pas mis un accent particulier sur la rigueur dans la gestion des finances publiques, la réduction du train de vie de l'Etat, la lutte contre la corruption, le détournement des fonds publics, la concussion, bref toutes les antivaleurs qui ne permettent pas aux Congolais de jouir assez franchement des fruits de la croissance et là, a-t-il indiqué, le président a raté quelque chose de fort.

Quant au débat sur la constitution, le président du PSDC s'est dit déçu sur ce volet du fait que celui-ci, est un faux débat. « C'est un débat qui n'existe pas. Je m'attendais à ce que le président dise, la constitution est claire j'exécute mon deuxième et dernier mandat jusqu'en 2016. Je sors et le pays vivra une alternance. Ça aurait caractérisé la grandeur du président de la République », a-t-il signifié.

Il a, à propos rappelé que le chef de l'Etat doit se rendre compte qu'il ne lui est pas possible de changer la constitution. Il n'en a ni les prérogatives ni le pouvoir. « Notre Constitution actuelle sur laquelle il a prêté serment ne lui donne aucune possibilité de la changer » a-t-il fait remarquer.

Et que le dialogue auquel les forces politiques appellent va s'appesantir et regarder sérieusement les problèmes de la gouvernance électorale. Il s'agira en réalité de voir tous les aspects qui devront concourir à ce que nous vivions en 2016 une véritable alternance démocratique, a-t-il conclu.

Jean-Jacques Koumba



Clément Mierassa

De prime à bord, ce dernier a déploré le fait que le chef de l'Etat n'a pas évoqué certains faits saillants qui ont retenu selon lui, l'attention des Congolais notamment le sommet de l'O.I.F, et surtout les événements du Burkina Faso qui ont eu un impact important sur la marche de l'histoire.

S'agissant de l'attention que le chef de l'Etat a accordée aux Congolais, qui ont souffert des érosions et des pluies diluviennes qui se sont abattues dans le pays, le président du PSDC a regretté le fait que le gouvernement a agit très tardivement. « Chaque fois que ces tragédies se sont produites, on n'a pas senti l'assistance et la présence du gouvernement. Il

prix du baril de pétrole, situation qui nous touche énormément, a-t-il reconnu, Clément Mierassa a fait savoir que cette situation nous ramène à un

« C'est un débat qui n'existe pas. Je m'attendais à ce que le président dise, la Constitution est claire j'exécute mon deuxième et dernier mandat jusqu'en 2016. Je sors et le pays vivra une alternance. Ça aurait caractérisé la grandeur du président de la République »

HÉVÉACULTURE

Lexus Agric obtient le feu vert

La société malaisienne Lexus Agric a reçu depuis septembre dernier, l'autorisation des ministères de l'Agriculture et de l'élevage, des Affaires foncières et du domaine public et celui de l'Economie forestière afin de procéder en toute quiétude, au développement de la culture d'Hévéa à Mbila, un village situé dans le département de la Lékoumou.

Autrefois exploité pour la culture de l'hévéa, ce site de 500 ha de la vieille plantation sera transformé en 50.000 hectares. Il était revendiqué par deux investisseurs. Il s'agit du malaisien Lexus Agric et du Belge Sopex. Bien qu'étant la première à avoir l'idée de relancer cette culture, il s'avère que la société Sopex avait « frappé à la mauvaise porte ».

Car : « au lieu de contacter le ministère des Affaires foncières, en vue de l'obtention des autorisations nécessaires, Sopex a signé son protocole d'accord avec le ministère du Développement industriel pour la réhabilitation des plantations de Mbila qui se trouvent dans une concession forestière attribuée à la société chinoise Sicofor, et donc dans le foncier de l'Etat. Quelques mois après nous avons signé le nôtre avec le ministère en charge de l'Agriculture puis celui des Affaires foncières, un protocole d'accord puis un contrat sur la même zone », a expliqué Jérémie Issamou, directeur général de Lexus Agric.

Soulignant que : « C'est sur la base de ce contrat que Lexus Agric a vu le ministère

de l'Economie forestière lui délivrer les agréments nécessaires en vue du Développement actuel des 2000 nouveaux hectares pour de nouvelles plantations ».

Notons que cette situation a préoccupé les autorités tant gouvernementales que juridiques. Finalement, pour des raisons personnelles, Sopex a décidé de se retirer de l'affaire. Ainsi, via une lettre envoyée au président du Tribunal de grande instance de Sibiti, le directeur général de ladite société Belge, Christian Van de Sompel, avait déclaré : « Pour des raisons de convenance personnelle, notre société se désiste de l'action en revendication immobilière qu'elle a intentée devant votre juridiction contre Lexus Agric ».

Outre l'hévéa, il est prévu de développer, sur cet espace dont 25 000 hectares sont déjà disponibles, d'autres variétés comme le palmier à huile, le café et le cacao. Un projet tant attendu par la population riveraine.

Rappelons que le village de Mbila est connu pour avoir développé une forte tradition de l'hévéa. En effet, c'est en 1967 que la société qui y opérait avait arrêté ses activités suite à un mouvement des travailleurs.

La relance de l'hévéaculture par Lexus Agric est le fruit d'un partenariat d'une durée de 25 ans, entre le gouvernement congolais et cette société malaisienne. Un total de 8 575 emplois est envisagé à terme en dehors de l'ouverture et de l'entretien des pistes rurales ainsi que la réhabilitation des bases vie.

Lopelle Mboussa Gassia

TRANSPARENCE

Le Congo a encaissé 1300 milliards FCFA du pétrole en 2013

Selon le rapport ITIE (Initiative pour la Transparence dans les industries extractives) exercice 2013, adopté le 30 décembre à Brazzaville et qui se réfère aux paiements effectués par les entreprises extractives, versés directement au Trésor public, le Congo a encaissé au total 1300 milliards FCFA en 2013.

Adopté à l'unanimité par le comité exécutif de l'ITIE, ce rapport spécifie qu'au cours de l'année 2013, le Congo a encaissé en tout 1300 milliards FCFA, équivalent à 49 millions de barils de pétrole. Dans cette somme, que le rapport confirme avoir été versée directement au trésor public, au total 1000 milliards FCFA ont été consacrés à la construction des infrastructures dans tout le pays. Cette part d'argent est versée directement auprès des entreprises en charge d'exécuter les chantiers, conformément aux accords que le gouvernement a signés avec la Chine. Dans la répartition de cette somme, note le rapport, 327 milliards FCFA, équivalent à 6 millions de barils de pétrole, ont été alloués à la Congolaise de raffinage (CORAF), dans le cadre du soutien que l'Etat congolais apporte à cette raffinerie. En résumé, le rapport ITIE 2013 relève une nette cohérence des paiements déclarés versés à l'Etat, par l'ensemble des entreprises extractives, inscrites au Congo dans le secteur des hydrocarbures et celui des mines, et les paiements déclarés reçus par l'Etat de ces mêmes entreprises.

C'est donc au regard de cette transparence, a souligné le comité exécutif que préside Florent Michel Okoko, que le Congo continue à exceller dans ce domaine, au point de valoir le statut de pays conforme aux normes ITIE.

Des recommandations

Même si le processus ITIE semble bien fonctionner au Congo, le souci quotidien du comité exécutif de l'ITIE et de toutes les autorités congolaises est d'exceller afin d'améliorer et renforcer la gouvernance publique des industries extractives au Congo. En vue d'atteindre cet objectif, le comité exécutif de l'ITIE a saisi l'occasion et adopté sept recommandations.

Celles-ci se résument à l'adoption d'un cadastre pétrolier et minier, qui devra être actualisé par le ministère des Hydrocarbures et celui des Mines et de la géologie ; l'adoption d'une nomenclature fiscale spécifique au secteur extractif par les ministres en charge des finances et du plan.

Ils exigent également la mise sur pied des mesures appropriées, par le ministère de l'Economie et des Finances ainsi que celui des Hydrocarbures, en vue d'assurer une meilleure traçabilité des engagements contractuels qui lient l'Etat aux entreprises extractives opérant sur l'ensemble du territoire.

Firmin Oyé



A+ LA GRANDE CHAÎNE AFRICAINE
DÈS LE 24 OCTOBRE SEULEMENT SUR **CANALSAT**

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« En fait, les partis n'ont plus d'idéologie, ils créent des coalitions pour gagner des élections. À quoi sert d'être socialiste si c'est le FMI et la Banque mondiale qui décident ? »

Malick Noël Seck, Sénégal, secrétaire général du Front national de salut public, Le Magazine d'Afrique de janvier-février 2015

« Il est, en effet, toujours facile de critiquer et on entend beaucoup de critiques de nos jours. Mais, il est beaucoup plus difficile d'agir dans l'intérêt du pays et de son peuple. »

Bonaventure Mbaye, Vice-président de l'Alliance progressiste de l'Afrique centrale, La Semaine Africaine, 16 décembre 2014

« Le citoyen n'est pas seulement un apporteur de bulletin de vote. Aujourd'hui, l'État citoyen et l'état du citoyen, c'est amener des propositions et être acteur de la société »

Thierry Marx, France, Chef-cuisinier, auteur de Paris Marx. Éditions Flammarion, décembre 2014, L'Humanité, 23 décembre 2014

« Former les hommes, ce n'est pas remplir un vase, c'est allumer un feu », disait Aristophane (poète grec du V^e siècle avant J.-C. - NDLR).

« Quand on commence à douter de soi-même, à se méfier de tout, on ne peut pas gagner, y compris contre les forces extrêmes, qui veulent détruire ce que nous sommes. »

François Hollande, Président de la France, interview sur France Inter ce lundi matin

CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle Mbanzoulou Nsona Genety Sage. Je désire désormais être appelé Nguembot Makosso Genety Sage. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.



FÊTE DE FIN D'ANNÉE

Du sourire pour près de 300 élèves de l'école de la Liberté

Dans le but d'aider les plus petits à participer aux fêtes de Noël et de fin d'année, le chef du quartier 66 Talangaï, Igor Gunéolé Ongagna, a offert un don de jouets aux enfants de la maternité de l'école de la Liberté, située dans le 6^e arrondissement de Brazzaville.

« quoi, en ma qualité de chef de quartier, j'ai pris l'initiative d'accompagner aussi les efforts de ce dernier », a

Ce don composé des ballons, pompes, piano, jeux vidéo et kits scolaire a été réceptionné par la directrice de l'établissement, en présence du représentant de la mairie du 6^e arrondissement de Brazzaville, Talangaï, des chefs de quartiers. Elle a naturellement remercié le donateur. Car ce geste d'amour reste le premier du genre, depuis que cette école publique existe. Ancien élève de l'école de la Liberté, le chef du quartier 66 a rappelé qu'il a voulu, à travers cette action, partager sa joie à celle des enfants. « L'objectif est de rendre heureux les enfants, en leur offrant ce qu'ils méritent. Nous avons



Igor Gunéolé Ongagna présentant les jouets à la directrice de l'école

choisi l'école de la Liberté parce qu'elle est la seule structure publique, située dans notre quartier. L'administrateur-maire de Talangaï a toujours été sensible à sa population, voilà pour

indiqué Igor Gunéolé Ongagna, invitant toutefois la population à bien protéger l'école de la Liberté, un édifice construit et réhabilité par le gouvernement.

Parfait Wilfried Douniama

INSOLITE

Un jeune ouvrier trouve la mort dans un puisard à Mikalou

Le drame s'est passé dans une auberge le 4 janvier aux environs de 13 h dans la rue Oboli à Mikalou, dans le 6^e arrondissement

de Brazzaville, Talangaï. En effet, selon les témoins, c'est par inattention que le jeune ouvrier de 18 ans révolus a trouvé

la mort. L'infortuné aurait glissé alors qu'il s'appretait à vider de façon artisanale le puisard en compagnie de son élève qui a alerté les gens. Tous les efforts des voisins en vue de sauver la victime à l'aide d'une échelle se sont révélés infructueux. C'est finalement la brigade d'intervention des sapeurs-pompiers de la Tsiémé qui est venue extirper le cadavre du puisard. Ceci au grand dam de la population qui fondait en larmes. Rappelons que les éléments du commissariat de police de la Tsiémé qui sont arrivés dans l'immédiat pour sécuriser les lieux ont pris le gérant de l'auberge pour préserver sa vie contre toutes menaces.

P.W.D.



Le puisard dans lequel l'ouvrier a perdu sa vie ; crédit photo Séverin Ngambaye



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE!

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

| INTITULE DE LA FORMATION | DUREE | PERIODE | COUT |
|--|---------|-----------------------|--------------|
| Managers : réussir ses entretiens annuels | 3 jours | 07 au 09 janvier 2015 | 350 000 FCFA |
| Assurer la fonction d'assistant (e) de direction: Perfectionnement | 3 jours | 14 au 16 janvier 2015 | 400 000 FCFA |
| Team building: Création et animation d'une équipe | 3 jours | 21 au 23 janvier 2015 | 350 000 FCFA |
| Pratique de la gestion des stocks et des approvisionnements | 4 jours | 27 au 30 janvier 2015 | 450 000 FCFA |

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

MESSAGE DE VŒUX

À

**SON EXCELLENCE MONSIEUR
LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE ET MADAME**



Le temps s'écoule inexorablement et les années passent vite, sans jamais se ressembler.

L'année 2015 sera particulière au regard de la grande fête que vous allez offrir aux Congolais et à l'Afrique toute entière, j'ai cité la onzième édition des jeux africains qui se dérouleront à Brazzaville, en septembre prochain.

Le soutien de la douane congolaise et de son directeur général vous est totalement acquis dans votre œuvre de bâtisseur.

D'année en année, la douane congolaise est en train de se moderniser davantage pour être en phase avec son temps et apporter au pays ce qu'il attend. Son souci permanent étant d'apporter à l'État des ressources substantielles, afin de financer le développement du pays.

À l'occasion donc de cette nouvelle année, le personnel de la douane et moi-même vous souhaitons nos vœux de bonheur, de longévité, de prospérité et de réussite, ainsi qu'à madame.

Jean Alfred Onanga

DOTATION

Franck Noumazalay au chevet des enfants abandonnés et personnes de 3^e âge

Franck Noumazalay a offert, le 3 janvier, des vivres au Centre d'accueil Béthanie à Mougali où sont hébergés des enfants abandonnés, et au Centre Petites sœurs des pauvres, située à la cathédrale sacré cœur où sont logées des personnes de 3^e âge. L'objectif étant de contribuer au bien-être de ces personnes démunies et abandonnées.

Au Centre d'accueil des enfants abandonnés Béthanie, situé au quartier 10 maisons, dans le quatrième arrondissement Mougali, où il a visité en premier lieu, le bienfaiteur a remis un lot de vivres. Il s'agit notamment des vivres et de quelques produits de première nécessité, à savoir des bidons d'huile, des sacs de riz, des cartons de lait et de cuisses de poulets.

A travers ce geste humanitaire, Franck Noumazalay veut bien contribuer au bon fonctionnement de cette structure d'accueil, qui héberge à ce jour 57 enfants abandonnés, dont l'âge

varie entre 6 et 21 ans.

Le but étant non seulement de permettre à ces derniers de vivre comme tous les autres enfants en situation régulière, mais aussi et surtout de préparer des réserves



Franck Noumazalay offrant les vivres à une religieuse au Centre Petites sœurs des pauvres (photo adiac)

permettant de leur garantir tout le mois de janvier.

Le même geste a été fait au Centre « Petites sœurs des pauvres », encore appelé maison des personnes âgées, qui héberge les personnes

de 3^e âge abandonnées.

Ce centre d'accueil loge actuellement 54 personnes de 3^e âge, dont 31 femmes et 23 hommes.

« J'ai fait ce don en tant qu'individu. J'ai voulu bien le

faire avant les fêtes mais j'ai trouvé mieux de le faire après parce que le mois de janvier est souvent un mois de crise », a souligné Franck Noumazalay.

Firmin Oyé

INSÉCURITÉ TRANSFRONTALIÈRE

La situation au Nord du Nigéria requiert l'attention de la communauté internationale

Depuis un certain temps, les pays du Sahel et du Sahara en général, ceux du bassin du Lac Tchad en particulier, ainsi que leurs voisins sont confrontés à des graves menaces terroristes. La situation dans le Nord du Nigéria est devenue un sérieux motif de préoccupation avec les attaques répétées du groupe extrémiste Boko Haram.

À ce jour, on ne sait plus par quel bout prendre l'insaisissable et l'imprévisible secte Boko Haram qui continue de ravager tout sur son passage, défiant toute autorité. Et souvent, ce sont des villages entiers qu'elle rase et incendie, semant la psychose chez des populations visiblement désespérées, qui ne savent plus à quel saint se vouer.

En effet, pas plus tard que la semaine dernière, alors que le monde entier s'apprêtait à célébrer la Saint Sylvestre, Boko Haram a enlevé une quarantaine de jeunes hommes, égorgeant au passage une dizaine d'autres. Peu avant, c'était un car de transport tombé dans une embuscade de Boko Haram dont la puissance des armes n'est plus à démontrer. Il serait difficile de donner un chiffre exact des personnes enlevées par cette secte, tant la liste est longue. Même la communauté internationale qui s'est indignée au lendemain du kidnapping de plus de deux cents jeunes lycéennes, semble manifestement

résignée, au regard de la prouesse dont font montre ces islamistes. Le Cameroun qui, récemment a même utilisé son artillerie lourde, n'a pas encore réussi à faire plier les membres de cette secte qui continue à dicter la loi au-delà des frontières nigérianes. Et son dernier forfait est la prise, samedi 3 janvier, d'une autre base militaire dans l'extrême Nord du Nigeria sur les rives du lac Tchad. Qui donc arrêtera Boko Haram ? Telle est la question que tout le monde se pose, au regard de la menace qui se fait de plus en plus grande.

Face à cette situation, le secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, Abdoulaye Bathily a confié en début décembre dernier ses craintes au Conseil de sécurité de l'ONU, à qui il présentait son rapport annuel.

« Aujourd'hui, le Nord Cameroun est dans une situation sécuritaire particulièrement catastrophique et cette situation, si on y prend pas garde, risque de s'étendre à l'ensemble des pays

du bassin du lac Tchad. », a-t-il déclaré.

« Au départ, on pensait que Boko Haram se limitait seulement au Nigeria avec des opérations kamikazes, mais de plus en plus d'Etats, l'Etat de l'Adamoua, de Yobe au nord Nigeria, aujourd'hui sont totalement contrôlés par Boko Haram qui veut maintenant conquérir des territoires. Donc c'est un danger réel. Malheureusement ce groupe est équipé à un niveau tel, qu'aucune armée de cette sous-région, prise toute seule, ne peut résister au phénomène de Boko Haram tel qu'on le voit aujourd'hui », a ajouté le secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale.

En mai 2014, les pays de la région avaient promis à l'issue de la conférence de Paris, de renforcer leur présence militaire et d'entrer en guerre contre Boko Haram, mais apparemment, ils ont préféré protéger leurs propres frontières.

Cette situation nécessite une prise de conscience au niveau international, du danger qui guette le Cameroun et les autres pays voisins. Deux réunions devraient avoir lieu la semaine prochaine à Ndjamena et à Niamey, pour concrétiser les engagements de la conférence de Paris.

Yvette Reine Nzaba

OIF

Michaëlle Jean officiellement installée dans ses fonctions

Prise de fonction officielle de Madame Michaëlle Jean, nouvelle Secrétaire générale de la Francophonie

La nouvelle Secrétaire générale de la Francophonie, Madame Michaëlle Jean, est officiellement entrée en fonction aujourd'hui lors d'une courte cérémonie de passation avec le Secrétaire général sortant, Monsieur Abdou Diouf, au siège de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Désignée le 30 novembre dernier par les chefs d'État et de gouvernement de l'OIF lors du 15^e Sommet de la Francophonie à Dakar (Sénégal), son mandat est d'une durée de quatre ans.

Au cours d'un bref entretien, la nouvelle Secrétaire générale et le Président Diouf ont échangé sur les principales orientations de l'Organisation et ont discuté de la mise en œuvre de la Déclaration du Sommet de Dakar.

Plus haut responsable de l'OIF, la Secrétaire générale assume trois grandes missions en vertu de la Charte de la Francophonie. En plus d'être porte-parole politique et représentante officielle de l'Organisation au niveau international, elle met en œuvre l'action politique et diplomatique de la Francophonie. Elle veille aussi à la mise en œuvre de la coopération multilatérale francophone en collaboration avec les quatre opérateurs de la Francophonie (Agence universitaire de la Francophonie, TV5Monde, Association internationale des maires francophones et l'Université Senghor d'Alexandrie).

Gouverneure générale et commandante en chef du Canada de 2005 à 2010, Mme Jean a conclu le mois dernier un mandat de plus de 4 ans à titre d'Envoyée spéciale de l'UNESCO pour Haïti. Grand Témoin de la Francophonie aux Jeux olympiques et paralympiques de Londres 2012, elle est aussi depuis 2011 Chancelière de l'Université d'Ottawa. Née le 6 septembre 1957 à Port-au-Prince en Haïti, la nouvelle Secrétaire générale a également fait carrière pendant plus de 18 ans à la télévision publique canadienne, la Société Radio-Canada.

Michaëlle Jean est la troisième personne à occuper le poste de Secrétaire général de la Francophonie. Elle succède à Abdou Diouf, Secrétaire général de 2003 à 2014, et à Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de 1998 à 2002.

Communiqué de l'OIF

VŒUX À SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

À l'occasion des fêtes de fin d'année, le directeur général des Transports terrestres et tout son personnel ont le respectueux honneur de présenter à votre Excellence ainsi qu'à l'ensemble de votre famille, leurs meilleurs vœux, de bonheur, de santé et de succès dans toutes vos entreprises pour cette 2015.

En réaction à l'article intitulé « Légion d'honneur française :

Jean-Pierre Vidon et Jean-François Valette distingués », paru ce matin dans *Les Dépêches de Brazzaville* et sur le site internet de l'ADIAC, je tiens à signaler que M. Jean-François Valette, ancien ambassadeur de France au Congo, est, non pas ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, mais chef de la Délégation de l'Union européenne dans ce pays.

VŒUX AU COUPLE PRÉSIDENTIEL

La communauté internationale appelée à plus d'efforts pour combattre le terrorisme

Devant la montée du terrorisme qui constitue une menace directe à la paix et la sécurité dans le monde, les chefs des missions diplomatiques et consulaires accrédités au Congo et le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, ont demandé le 5 janvier à la communauté internationale de ne ménager aucun effort pour résorber cette calamité.

Dans son discours de présentation des vœux des diplomates au couple présidentiel, l'ambassadrice de la Centrafrique au Congo, Marie-Charlotte Fayanga, a en sa qualité de doyenne des ambassadeurs, souligné que « le terrorisme est un marché bien organisé ». Elle a souligné que l'insécurité qui est déjà rampante dans le monde « a pour nom : Organisation de l'Etat islamique en Syrie et en Irak, Shebab dans la Corne de l'Afrique, ou Boko Haram au Nigeria ». Déplorant que ces associations terroristes qui « instrumentalisent l'islam » ont pour objectif de destabiliser les États par des actes de terreurs, des enlèvements, des massacres etc., elle a appelé à conjuguer des efforts pour combattre les activités terroristes qu'elles mènent à travers le monde.

« J'en appelle au renforcement

de la coopération internationale dans la lutte contre ce fléau », a déclaré pour sa part le chef de l'État congolais dans sa réponse aux vœux des diplomates. Il a réitéré sa condamnation contre des activités terroristes du groupe islamique Boko Haram au Nigeria, au Cameroun et au Tchad, ainsi que celles des Shebabs en Somalie et au Kenya.

Outre cette question du développement du terrorisme, le chef de l'État congolais et les diplomates ont fait le tour d'horizon de la situation internationale marquée cette année par des crises politiques et des conflits de divers ordres. À cela s'ajoutent la lutte contre le virus Ebola qui a semé la mort et la désolation en Afrique de l'Ouest, les changements climatiques, y compris le rapprochement entre Cuba et les États-Unis.



Le corps diplomatique

Au sujet du règlement des conflits, la doyenne des diplomates a salué l'apport du Congo qui s'inscrit selon elle dans « la volonté de promouvoir la concertation et le dialogue dans la recherche des solutions adéquates aux défis que traversent le monde et la sous-région ». Elle a salué également la médiation congolaise grâce à laquelle « la situation connaît une embellie en RDC et en RCA, même si des difficultés persistent ».

Sur le même sujet, Denis Sassou N'Gusso a, de son côté passé en revue les crises qui

émaillent le monde en s'appesantissant sur ce qui se passe en Libye, au Mali, au Soudan du Sud, dans l'est de la RDC et en Centrafrique. « L'évolution encourageante du processus en cours en République centrafricaine mérite d'être appuyée, en cette phase décisive devant conduire au dialogue inclusif, et à terme, aux élections en juin-juillet 2015, qui devront consacrer la fin de la transition », a-t-il insisté à propos de la RCA.

Le chef de l'État a profité de cette occasion pour appeler les partenaires de ce pays à conti-

nuer à mobiliser les ressources nécessaires au financement des activités liées à l'ensemble du processus de transition. Tout en renouvelant son engagement à soutenir ce processus aux côtés des autres partenaires, le Médiateur international dans la crise centrafricaine a demandé aux filles et fils de ce pays de « s'approprier ce processus dont l'aboutissement dépend, d'abord et avant tout, de l'engagement total de tous les Centrafricains »

Abordant la situation au plan national, le chef de l'État s'est félicité de ce que le « Congo connaît la paix et la sécurité » qui ont favorisé « quelques progrès » grâce à l'appui des partenaires bilatéraux et multilatéraux, représentés dans le pays par les chefs des missions diplomatiques et consulaires ainsi que par les représentants des organisations internationales. « Notre volonté est d'assurer, de consolider la paix et la sécurité afin de rendre irréversible notre marche vers l'unité nationale et le progrès », a conclu Denis Sassou N'Gusso.

Nestor N'Gampoula



Promotion spéciale

Ordinateurs portables



● Acer Celeron (Couleur Rouge)

● Acer Celeron (Couleur Grise)

● Acer Aspire V5-131



Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.4" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC



Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.4" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC



Spécificités

- * Intel Celeron
- * système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC

Avenue Alphonse Fonfère, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
 Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

NÉCROLOGIE

Hiver Thomas Lemamy responsable études et stock à Eget Congo, informe aux parents, amis et connaissances le décès tragique de son frère aîné le commandant de la gendarmerie nationale (historien), Mesmin Lemamy Tsiki, né le 16 décembre 1967 à Ewo et de sa belle sœur madame Lemamy née Madzou Dalia, décès survenus suite à un accident de circulation sur la route nationale N°2, le 28 décembre 2014.

La veillée mortuaire se tient au camp de la gendarmerie ex la milice (en face de l'école saint exupery). L'inhumation aura lieu le mercredi 7 janvier 2015 à Brazzaville au cimetière privé Bouka.





10/10*



Le crédit à la consommation qui s'adapte à vos besoins

Offre soumise à conditions et contingentée.

* Taux 10%, durée 10 mois



BCI, créateur de solutions financières

Catherine Samba-Panza promet un changement en 2015

La présidente de transition Catherine Samba-Panza a, lors de ses vœux de nouvel an à la nation, promis de mettre fin à l'insécurité et appelé à la mise en œuvre des programmes de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (DDRR).

« Le contrôle d'une partie du pays par des groupes armés non conventionnels reste une situation préoccupante majeure et constitue un frein à la libre circulation sur tout le territoire. C'est pourquoi, il est urgent de mettre en œuvre les pro-

grammes DDRR », a déclaré la présidente de transition.

Affirmant qu'elle fera un bilan complet de son mandat à l'occasion de l'anniversaire de son ascension à la tête de l'Etat, en janvier 2015, Catherine Samba Panza a tenu à rassurer les Centrafricains que « 2015 sera différent de 2014 ».

Elle a rappelé que la Centrafrique durant l'année écoulée, était à bord de l'implosion avec une « insécurité généralisée, des actes de violence sans précédent, sur fond de considérations interreligieuses et des milliers des déplacés



Catherine Samba-Panza

internes et externes ». « Les défis auxquels nous devons faire face étaient énormes » tandis que, « les moyens sont encore très limités pour y faire face », a-t-elle dit, assurant que « malgré tous les obstacles, notre détermination d'aller de l'avant ne s'est pas émoussée ».

Pour Samba-Panza, la prolongation de la durée de la transition jusqu'au mois de juillet 2015, est la conséquence logique des moments difficiles de l'année 2014.

En dépit des améliorations enregistrées dans le domaine

sécuritaire et la situation des déplacés internes, Mme Catherine Samba-Panza a appelé à la « vigilance et la mobilisation du peuple centrafricain pour transcender les divergences ».

Avant de terminer son message, la présidente de transition a salué « la maturité de la classe politique, de la société civile qui ne sont plus disposées à accepter d'être manipulées et la capacité de résilience du peuple centrafricain qui a affronté avec courage la crise »

Fiacre Kombo (Stagiaire)

BANGUI

Les forces vives de la nation condamnent la réunion de Nairobi

Les leaders des Anti-Balaka et ceux de la Séléka se sont réunis depuis une semaine à Nairobi, capitale du Kenya, pour une rencontre dont les objectifs sont peu connus en Centrafrique. Plusieurs leaders d'opinion et responsables des partis politiques ont condamné cette réunion qui, selon eux ne se justifie pas.

« Cette rencontre est un risque pour les démarches relatives à l'organisation du forum de Bangui parce que nous ne savons ni les tenants ni les aboutissements de ce qui se passe au Kenya », a dit Martin Ziguélé, président du Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC) et candidat déclaré à la présidentielle de 2015.

Joachim Réaldy Sioké, 1er vice-président du Rassemblement démocratique centrafricain (RDC) et président de l'Alliance des forces démocratiques pour la transition (AFDT), pense que la rencontre entre les leaders des groupes armés n'est pas une initiative qui milite en faveur de la réconciliation des Centrafricains. Pour lui, « la réunion de Nairobi ne se justifie pas. Il n'est pas question de réunir les bourreaux qui doivent rendre compte au détriment des victimes qui continuent de souffrir ».

Le Parti de l'unité du peuple (PUN) s'est aussi opposé à cette rencontre. Lors d'une

conférence de presse, les leaders de cette formation politique ont affirmé n'avoir pas compris ce qui s'était passé à Nairobi. « Il faut barrer la route à la manipulation de ceux qui ont placé le pays dans cet état. Il est inadmissible que les responsables des groupes armés soient réunis sans que les autorités de la transition soient associées. Pour nous, c'est une humiliation et nous ne pouvons pas soutenir une telle initiative », a confié un des cadres de ce parti politique.

Un membre de la société civile pense qu'il s'agit d'une tentative de consécration de l'impunité « si vous voyez tous ceux qui se sont réunis, ce ne sont que des personnalités qui sont fortement impliquées dans la crise. Elles ont toutes des dossiers pendant quelque part. Pour nous, c'est une consécration de l'impunité ».

C'est depuis une semaine que les leaders des deux principaux groupes armés se sont retrouvés à Nairobi. Selon nos infor-

mations, les deux parties se réunissent tous les jours pour des discussions à huis clos pilotées par les autorités du Kenya. De sources bien informées, c'est la médiation dans la crise centrafricaine qui a demandé aux autorités kenyanes d'abriter et conduire ces concertations. L'Union africaine serait aussi impliquée dans ces discussions. Les autorités de Bangui ont affirmé n'avoir aucune idée sur les raisons et les objectifs de cette rencontre. Interrogé par le RJDH, Moustapha Saboune, ancien DG de l'ART, un des leaders de l'ex-Séléka présent à Nairobi, a inscrit cette rencontre dans le cadre du forum de Bangui. « C'est pour préparer le forum de Bangui que nous nous sommes réunis. Il est question de poser les bases et de mieux préparer le grand rendez-vous de Bangui. Pour nous, c'est la recherche de la paix qui nous anime ».

Au moment où les pourparlers entre groupes armés se poursuivent à Nairobi, les autorités centrafricaines continuent les tractations pour la nomination des membres de la commission préparatoire du forum de Bangui. Une concertation y relative s'est tenue ce jour au palais de la renaissance

BOGANGOLO

Une ville à l'agonie

L'absence des autorités locales de Bogangolo, situé dans la préfecture de Kémo (centre) entraîne la persistance de l'insécurité. Plusieurs cas d'exactions se font enregistrer au quotidien dans cette partie de la Centrafrique.

A Bogangolo et dans les villages environnants, plusieurs cas de justice populaire liés aux accusations de sorcellerie ont été signalés. Les victimes sont souvent froidement abattues. Le constat est fait par le curé de la paroisse Saint François Xavier de Bogangolo, l'Abbé Brice Sakabgendo.

Plusieurs barrières illégales sont érigées par les Anti-Balaka qui font leur loi. Ces derniers exigent des passants le versement d'une somme d'argent.

L'Abbé Brice Sakabgendo n'est pas resté indifférent à cette situation. Il dit avoir organisé des réunions avec d'autres leaders et les auteurs pour trouver une piste de solution à ce problème. « J'ai déjà organisé quatre réunions des leaders religieux avec certains responsables administratifs qui sont là et à toutes ces réunions, les responsables des Anti-Balaka y étaient aussi conviés. Il y a eu des échanges entre tous. Pour une normalisation des choses dans la ville », a-t-il dit.

S'agissant de la rentrée scolaire dans cette ville, le religieux a fait savoir qu'« elle a effectivement eu lieu, mais avec timidité. Les enfants vont à l'école, mais la situation sécuritaire ne permet pas aussi aux véhicules de rentrer ici pour acheter les produits champêtres, ce qui permettrait aux parents de payer les fournitures scolaires. C'est ce qui freine davantage cette reprise. Aussi, compte tenue de l'insécurité, certains enseignants ne peuvent pas travailler normalement ».

Un habitant interrogé par le RJDH, a fait savoir qu'il n'y a aucune force de défense et de sécurité dans cette localité. « Nous sommes là avec les Anti-Balaka, ce sont eux qui contrôlent tout. Ils ont mis en place des règles à respecter pour éviter des amendes à payer ».

Bogangolo est situé dans la partie centre de la RCA. Cette localité est toujours sous contrôle du groupe armé Anti-Balaka, qui instaure son autorité. Ce qui constitue un handicap à la reprise des activités tant au niveau scolaire que sécuritaire dans la ville.

Source : Réseau des journalistes pour les Droits de l'Homme

NDÉLÉ

Des plantations dévastées par des feux de brousse

Plusieurs champs ont été endommagés suite aux feux de brousse provoqués par des éleveurs et des chasseurs. Ces faits se sont produits entre le 26 et le 30 décembre derniers.

En l'espace de cinq jours, au moins dix hectares de champ de manioc et d'autres produits vivriers sont partis en fumée devant le regard impuissant des paysans. « Des champs dans la commune de Vassako, située à environ 30 km de la ville de Ndélé étaient en feu

durant des jours », a raconté une source locale.

Pour les victimes de cet incident, les chasseurs et éleveurs sont coupables. « Nous avons alerté les chefs communaux. Nous espérons là, avoir une solution à ce problème », a fait savoir l'une des propriétaires des champs dévastés. Certaines victimes ont expliqué que ce n'est pas la première fois que cela arrive, « ce fait est récurrent pendant la saison sèche. Les chasseurs provoquent les feux de

brousse afin de mieux chasser. Pour les éleveurs, c'est souvent pour faire pousser de nouvelles herbes qu'ils mettent la brousse en feu, sans faire attention aux intérêts des autres ».

Les autorités communales ont demandé aux chefs des éleveurs et aux paysans d'engager une discussion en vue d'éviter un conflit. C'est chaque année et pendant la saison sèche que les feux de brousse ravagent la forêt et les champs dans la région de Bamingui-Bangoron.

NÉCROLOGIE

Stanislas Okassou, agent aux Dépêches de Brazzaville, Davy Martial Mossa, agent DRTV, informent les ministres Bienvenu Okiemy, Alain Akoualat Atipault, le député Jean de Dieu Kourissa et toute la presse congolaise du décès brutal de leur confrère, petit frère, Alexan Vinet Foundou, journaliste-présentateur à MNTV/Radio survenu le 2 janvier 2015 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°50 de la rue Sibiti, derrière l'hôpital Congo-Chine à Mfilou. La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



**Message des vœux du président
de la Fédération congolaise
de karaté et arts martiaux affinitaires**

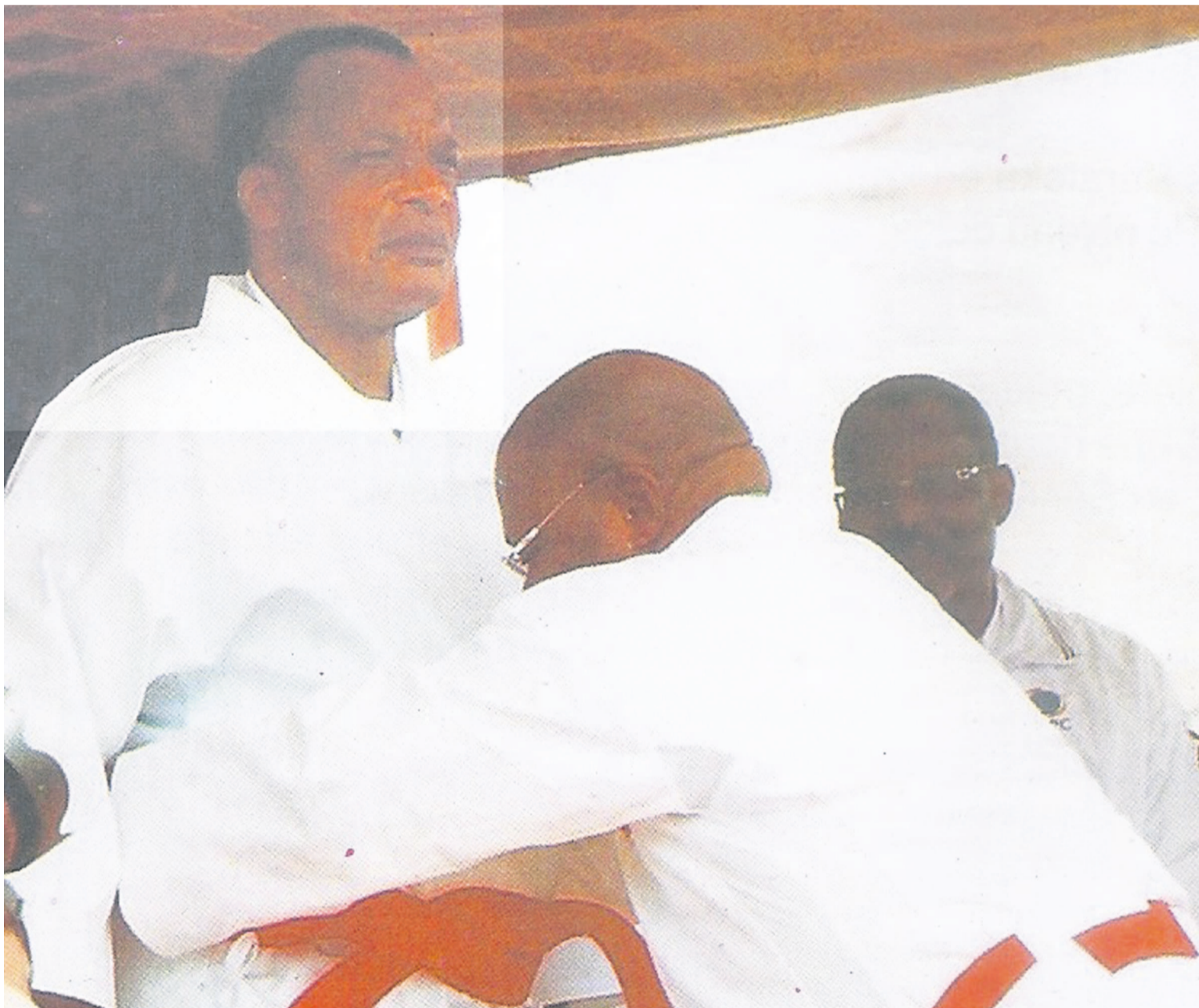
à

**Son Excellence Monsieur
le président de la République,
Grand maître de l'art martial karaté**



Grand Maître, l'année qui vient de s'achever aura laissé à la Fédération Congolaise de Karaté et Arts Martiaux Affinitaires (Fecoka.Ama) une totale satisfaction notamment sur votre admiration à l'endroit des karaté-

kas congolais. Cette marque d'attention est la preuve que votre regard d'homme éclairé, de grand maître dans le domaine de notre art martial, nous fera rayonner sur l'échiquier international et, plus particulièrement,



au plan national où les Congolais, amoureux du karaté attendent nos médailles à l'occasion des 11^{es} Jeux Africains en 2015 à Brazzaville.

Vous nous aviez d'ailleurs galvanisés dans votre message de fin d'année en nous demandant de nous mobiliser, d'être solidaires, de nous serrer les coudes pour les grands succès en septembre prochain.

Grand Maître, Eclairé des grands temples des Samourais, votre message est fort et il est un ordre.

L'esprit budo guidant, nous saurons intérioriser ce message afin que septembre 2015 réponde à vos aspirations.

Ainsi, à la faveur de cette année nouvelle, les karatékas congolais, le Bureau exécutif fédéral et moi-même souhaitons à vous et à votre famille les vœux de santé, de bonheur, de succès et de longévité.

Nous souhaitons à vous-même particulièrement que Dieu le Père vous retienne parmi ses privilégiés de cette année 2015 et que sur vous il instruisse ses anges de célébrer les louanges de gloire et de succès.

Bonne et Heureuse Année !

Le Président de la Fecoka.Ama

Dominique ONDZE

INTERVIEW

Dr Gaston Makpolo : « Déverrouiller ce que le constituant a verrouillé, c'est changer l'ordre constitutionnel actuel »

Secrétaire général adjoint de la Dynamique pour la démocratie au Congo (DDC), parti politique de l'opposition présidé par Ingele Ifoto et ayant pris part aux concertations nationales, Dr Gaston Makpolo Gebanga décrypte, dans un entretien accordé aux Dépêches de Brazzaville, le dernier discours de l'année 2014 du chef de l'État sur l'état de la Nation prononcé devant le congrès tout en faisant un tour d'horizon de la situation sociopolitique actuelle du pays.

Les Dépêches de Brazzaville : Pourquoi l'opposition s'agite-t-elle sur la question de la révision constitutionnelle alors que le chef de l'État n'en a pas fait allusion dans son discours sur l'État de la Nation ?

Gaston Makpolo Gebanga : Dans son discours sur l'état de la Nation devant le congrès réuni le 15 décembre 2014 au Palais du peuple, Joseph Kabila a fait la remarque suivante aux acteurs politiques congolais, de quelque bord qu'ils soient : « On peut contester le moment choisi ou les arguments développés mais non leur droit de susciter ou d'entretenir le débat sur des questions d'intérêt national ». Qui a suscité ou entretenu le débat sur la question de la révision constitutionnelle ? N'est-ce pas la majorité présidentielle qui s'est déployée dans des conférences, des pétitions, des marches, des points de presse, des émissions radiotélévisées sur cette question ? Jurant par tous les dieux la modification, le changement ou l'élaboration d'une nouvelle Constitution aux motifs fallacieux les uns et les autres, telle la Constitution du 18 février 2006 présentée comme celle des belligérants est diabolique. La Constitution, elle-même dans son article 218, a prévu des mécanismes de sa révision mais le constituant a verrouillé l'article 220, interdisant formellement toute révision. Déverrouiller ce que le constituant a verrouillé, c'est changer l'ordre constitutionnel actuel. Cela veut dire en clair, mettre fin à la troisième République et créer une nouvelle République. Qu'en est-il

de la nécessité ? Pourquoi créer une quatrième République ? Pour répondre à quel besoin vital de la Nation ? Pour résoudre quel problème ? Sur cette question, nous prenons au mot le Président de la République lorsqu'il déclara le 23 octobre 2013 devant le Congrès ce qui suit : « Je suis pour le respect, par tous, de l'esprit et de la lettre de la Constitution de la République dans son ensemble telle qu'adoptée par le référendum populaire en 2005 ». Donc, vous constaterez avec moi qu'il n'y aura jamais la révision constitutionnelle surtout en ce qui concerne l'article 220 qui rappelle certaines dispositions intangibles.

LDB : Que vous inspire la création de l'Office national d'identification de la population (Onip) ?

GMG : Aux concertations nationales, il a été décidé que pour des questions ou des matières délicates par exemple la mise en place de l'Onip, son traitement devrait faire l'objet d'un consensus pour sauvegarder l'esprit de la cohésion nationale. Mais qu'avons-nous remarqué ? Les animateurs nommés de cette institution sont tous membres de la majorité présidentielle. L'identification et le recensement général des Congolais sont des opérations très délicates qui peuvent discréditer les futures élections. Car la création de cette institution et la mise en place de ses animateurs n'ont pas recueilli le compromis politique nécessaire. Là-dessus, la DDC exige qu'un consensus soit dégagé afin d'éviter que la mise en place de l'Onip soit inscrite dans la logique d'un agenda caché de la part de la majorité au pouvoir. La recherche d'un compromis politique s'impose comme une impérieuse nécessité car cela devrait nous éviter le chaos et la crise de légitimité née des élections controversées de 2011.

LDB : Quelle est votre appréciation de la situation économique du pays ?

GMG : À l'occasion de la clôture des travaux des concertations nationales le 23 octobre 2013, le



Dr Gaston Makpolo

chef de l'État avait énuméré devant le congrès quelques défis que le pays est appelé à relever tels que le caractère extraverti de notre économie, l'inadéquation entre l'évolution positive des indicateurs macroéconomiques et le vécu quotidien des Congolais, la nécessité d'accroître le niveau d'exécution budgétaire, la lutte contre le coulage des recettes, etc. Une année après, est-ce que tous ces défis ont été relevés ? Le diagnostic est certes bien posé, mais posons nous la question sur la thérapeutique. Nous avons aujourd'hui une croissance financière et non une croissance économique dans la mesure où tout le gros des investissements ne vont pas dans les secteurs productifs et s'orientent plutôt vers les secteurs de prestige soutenus par des concepts aux contours flous fondés sur la fameuse « raison d'État ». D'où les chiffres s'alignent, se gonflent mais le vécu quotidien de la population ne s'améliore pas. Les riches deviennent de plus en plus riches, les miséreux s'appauvrissent davantage. La classe moyenne disparaît parce que le gouvernement a opté pour le paiement de la dette extérieure et non de la dette intérieure. Le taux de réalisation des recettes se situe en dessous de la moyenne. En même temps, certaines institutions et structures accusent un taux de dépassement avoisinant les 1000%.

LDB : Quelle est la position de votre parti par rapport à l'exigence d'un dialogue national conformément à l'Accord-cadre d'Addis-Abeba ?

GMG : La DDC, par sa dénomination Dynamique pour la démocratie au Congo, a toujours privilégié le dialogue. Il ne faudra pas qu'on passe de négociations en négociations sans fin. Nous allons nous prononcer à ce sujet au vu du cahier des charges du dialogue, en même temps, nous exigeons l'évaluation sur l'application des résolutions des concertations nationales pour éviter le double emploi au cas où le dialogue s'organiserait.

LDB : La Cénie est actuellement dans sa phase d'affichage des listes dans différents bureaux de vote. Votre parti se prépare-t-il à affronter les urnes ?

GMG : On ne dirige pas par défi, l'homme de Dieu doit avoir l'humilité et le sens de l'écoute. Les Congolais que l'abbé Malumalu appelle à adhérer à ce processus ne sont pas dupes et ne se sentent nullement concernés par ces multiples shows médiatiques. Dans quelle commune de Kinshasa avez-vous vu les gens s'aligner pour consulter les listes affichées par la Cénie ? La Cénie affiche ses listes par rapport à quel calendrier électoral ? À quel budget ? L'abbé Malumalu qui fait l'objet de contestations doit chercher à établir la confiance entre son institution et la population congolaise qui le considère comme un produit de la tricherie. La DDC veut des élections dans la transparence, la confiance, la garantie. Elle veut que les résultats à proclamer soient conformes à la volonté exprimée par le souverain primaire. Ce genre d'élection appelle à une organisation responsable et crédible que l'actuelle Cénie n'a pas.

LDB : À propos des tueries récur-

rentes à Béni, qu'en dites-vous ?

GMG : Étant originaire de l'Est, je compatis aux malheurs de mes frères et sœurs, je demande au gouvernement de prendre des dispositions pratiques toute affaire cessante pour mettre fin à l'incurie et à l'insécurité grandissante dans le territoire de Béni et sur toute l'étendue du territoire national. Je demande aussi au gouvernement d'enquêter sur l'origine réelle de ces attaques et massacres contre les populations civiles de Béni et d'établir les responsabilités afin d'engager des poursuites judiciaires contre les acteurs et les complices desdits massacres. À la Monusco de se déployer dans les zones en proie à l'activisme de ces groupes armés dans l'esprit de son mandat.

LDB : Que dites-vous à propos des violences sexuelles ?

GMG : Pendant que des efforts énormes sont déployés pour lutter contre le VIH-sida, le taux de prévalence est stabilisé mais très élevé chez les adolescents. L'état des violences sexuelles risque d'anéantir les efforts fournis pour la stabilisation du VIH-sida. Nous sommes reconnaissants pour tous les efforts fournis tant à l'initiative locale, nationale qu'internationale pour la lutte contre les violences sexuelles.

LDB : Votre mot de la fin...

GMG : La société congolaise est devenue une société sans repère, ni références, ni modèles, ni valeurs communes partagées. Mon parti, la DDC, dans son projet de société se focalise dans la garantie morale dans l'action. Il s'agit de l'élément éthique qu'il faut intégrer dans toute action, vision politique et pédagogique de la DDC. Au peuple congolais, je vous demande d'être solidaire et participatif car la solidarité participative permet l'épanouissement d'un chacun et le développement de la collectivité. Cela ne peut se réaliser que par la vertu du travail devant être assumée avec responsabilité dans nos différents choix politiques, économique et culturel.

Alain Diasso

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Un ancien cadre du PPRD inquiet à Lubumbashi

Après l'épisode du député honoraire Vano Kiboko actuellement aux prises avec les instances judiciaires qui l'accusent d'incitation à la haine tribale suite à ses propos tenus dernièrement lors d'une conférence de presse à Lubumbashi, un autre acteur politique majeur katangais se trouve lui aussi malmené ces temps.

Il s'agit de l'ancien vice-président national chargé de la jeunesse du Parti du peuple pour la reconstruction et

le développement (PPRD) Georges Mawine. Des appréhensions autour du sort de ces deux personnalités réputées pour leur position anti-révision constitutionnelle se font de plus en plus manifestes. Si l'un continue à crouper dans les geôles du Parquet général de la République attendant l'instruction de son affaire, l'autre venait, il y a peu, d'échapper carrément à une « tentative d'enlèvement et d'assassinat », à en croire

le collectif des organisations non gouvernementales pour la bonne gouvernance en RDC basé à Lubumbashi. D'après le communiqué de presse publié le 31 décembre par cette association, il en ressort que la démission de Georges Mawine du PPRD et son engagement pour la non-révision de la Constitution serait à la base de ses déboires. À en croire le récit des faits tel que relaté par le président de cette ONG, l'intéressé aurait

été empêché d'accéder à son domicile dans la nuit du 31 décembre par des personnes en civil mais armées de pistolets. Ces dernières l'auraient contraint à sortir de son véhicule, l'ont ligoté, lui ont bandé la bouche et se sont mis à le rouer des coups. L'ONG trouve inadmissible qu'un acteur majeur de la société qui lutte pour le respect de la Constitution « soit l'objet de cette attaque, quelques jours seulement après avoir donné son

point de vue dans les chaînes de télévision locales ». Joignant sa voix à celle d'autres ONG qui militent en faveur du respect de la libre opinion, le collectif des organisations non gouvernementales pour la bonne gouvernance en RDC plaide pour la sécurisation des acteurs politiques développant des positions contraires à celle du gouvernement en rapport avec le débat sur la Constitution.

A.D.

ÉLECTIONS

Huit dispositions nouvelles introduites dans la loi électorale

La majoration des frais de dépôt de candidature afin de lutter contre la multiplicité de candidatures fantaisistes compte parmi les innovations complétant l'arsenal des dispositions régissant la Céni relatives à l'organisation des élections en RDC.

Les membres du gouvernement de cohésion nationale ont mis la dernière main sur le projet de loi modifiant et complétant la Loi N° 06/006 du 9 mars 2006 telle que modifiée par la loi N° 11/003 du 25 juin 2011 portant organisation des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales. C'était le 5 janvier au cours du deuxième conseil des ministres tenu à la Cité de l'Union africaine sous la présidence du Premier ministre Augustin Matata Ponyo. Le conseil qui a examiné en profondeur ce projet de loi l'a adopté séance tenante pour le transmettre par la suite, le même jour, à la représentation nationale pour examen et adoption en urgence. D'après le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur qui a détaillé les principales articulations dudit projet de loi, celui-ci s'inscrit dans la suite logique « de l'évaluation des cycles électoraux de 2006 et 2011 qui ont été caractérisés par des dysfonctionnements qui ont altéré la transparence dans les opérations de vote et de compilation des résultats ». Quant aux objectifs poursuivis par ce projet de loi électorale, Évariste Boshab a laissé entendre que les modifications à y apporter consistent notamment à passer du système de l'enregistrement périodique des électeurs qui a soulevé de nombreuses polémiques vers un système d'enregistrement permanent des électeurs. Il s'agit également de rendre plus transparent l'ensemble du processus électoral, de renforcer la traçabilité des résultats de vote pour mieux documenter la phase du contentieux et mieux impliquer les parties prenantes au processus électoral pour en garantir l'intégrité.

ENVIRONNEMENT

2014 aura été plus chaude en RDC

La situation est due, selon le vice-président du conseil d'administration de l'Organisation congolaise des écologistes et amis de la nature (Océan), René Ngongo, à la déforestation abusive.

René Ngongo a noté cette déforestation, dans une sorte de bilan de l'année 2014 sur le plan environnemental, au jardin zoologique de Kisangani, chef-lieu de la Province Orientale. Il en a appelé à la sensibilisation des populations pour une prise de conscience de la protection de l'environnement. Profitant de la célébration des vingt ans de son organisation, le vice-président a conseillé de bannir certaines pratiques telles que l'exploitation industrielle et artisanale illégale, le non-respect du calendrier de chasse. Pour lui, ces mauvaises pratiques ont pertur-

Concernant justement les grandes innovations apportées dans ce projet de loi électorale, Évariste Boshab en a dénombré huit au total. Il s'agit, entre autres, du renforcement de la sanction pénale pour quiconque participerait à l'altération des résultats, du droit d'accès plus large accordé aux partis politiques et candidats indépendants aux listes des électeurs préalablement aux scrutins, de la publication des listes définitives des électeurs avec leur assignation dans des bureaux de vote identifiables, de la majoration des frais de dépôt de candidature afin de lutter contre la multiplicité de candidatures fantaisistes, de l'approche genre aussi bien dans l'établissement des listes électorales de femmes que dans l'attribution des sièges avec l'obligation légale d'avoir au moins 30% de femmes dans les deux cas. La possibilité est, par ailleurs, donnée aux Congolais résidant à l'étranger titulaires d'une carte d'identité et d'une carte consulaire de participer à l'élection présidentielle dans les centres de vote déterminés par la Céni pour autant qu'ils sont de nationalité congolaise, majeur aux termes du droit congolais et ne se trouvent pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par la loi. La cooptation des chefs de groupements comme membres de droit des conseils de secteur ou de chefferie pour assurer la représentation de tous les groupements au sein dudit conseil fait aussi partie des innovations introduites dans ce projet de loi électorale.

Enfin, l'autorité administrative locale est ajoutée parmi les destinataires des fiches et PV des résultats électoraux pour une publicité par affichage selon les modalités fixées par la Céni. Commentant ce projet de loi électorale, le ministre chargé des Relations avec le Parlement? Kinkiey Mulumba, a laissé entendre qu'il s'agit d'un texte qui n'énervé en rien et n'aura aucune incidence sur la Constitution.

Alain Diasso

DÉPLACÉS DE BULENGO

Les besoins d'assistance toujours énormes

Deux ans après avoir apporté son assistance médicale aux déplacés du camp de Bulengo dans la province du Nord-Kivu, l'ONG Médecins sans frontières (MSF) compte mettre un terme à sa présence dans ce site parce que la phase d'urgence aiguë est résolue et que les conditions sanitaires se sont améliorées dans ledit site.

MSF fait savoir qu'au-delà des besoins médicaux, les populations qui se sont réfugiées à Bulengo et dans les autres camps autour de Goma restent extrêmement vulnérables et les besoins d'assistance sont toujours immenses. C'est dans un contexte d'urgence grave que l'intervention de Bulengo a débuté, suite aux affrontements dans différentes parties du Nord-Kivu, principalement dans le Masisi et le Rutshuru. En deux ans de présence à Bulengo, l'équipe de MSF aura pris en charge plus de soixante-quatre mille patients, principalement pour des infections respiratoires, du paludisme et des maladies diarrhéiques. Les enfants souffrant de la malnutrition ont été pris en charge à travers le programme Nutrition de MSF. Au total, quatre cent quatre-vingts enfants ont été soignés. Les victimes de violences sexuelles n'ont pas été oubliées. Le centre de santé de MSF a pris en charge plus de deux cent trente patients victimes de violences sexuelles, et plus de deux mille huit cents accouchements ont également été effectués dont quatre cent quatre-vingt-quinze cas de césarienne.



Les déplacés ont d'énormes difficultés

leur survie. Un certain nombre d'entre elles travaillent dans les champs pour un salaire de misère. Certaines femmes sont même obligées de se prostituer, et d'autres revendent du bois de chauffe ramassé aux alentours du site où elles sont souvent victimes de violences sexuelles. Ce que vivent ces populations est humainement inacceptable et il est urgent de les aider à rebâtir leur vie », s'indigne t-elle. En quittant le site de Bulengo, MSF ne l'abandonne pas totalement, il fera une passation de ses activités médicales à IMC, qui reprendra la totalité des activités de MSF sur ce site, excepté la nutrition qui sera assurée par la 8^e Cépac (Communauté des églises pentecotistes en Afrique centrale). Mais en ce qui concerne les besoins non-médicaux, l'organisation insiste pour que les autorités et d'autres acteurs se mobilisent afin de garantir une assistance adéquate à ces déplacés pour qui les conditions du retour ne sont pas encore réunies.

Aline Nzuzi

PPRD

Moïse Katumbi éjecté de son poste de président de l'Interfédéral

Le charismatique Katumbi y est remplacé par le député national Louis Thole.

L'état semble de plus en plus se resserrer autour de Moïse Katumbi dont les dernières déclarations faites dans la foulée de son retour à Lubumbashi continuent de faire jaser dans l'opinion. La métaphore footballistique des faux penalties dont le troisième emmènerait les supporters à envahir l'aire de jeu a été très mal perçue dans le camp présidentiel où tout serait mis en branle pour l'éjecter du gouvernorat du Katanga. C'est ce que révèlent plusieurs sources concordantes. La machine, argue-t-on, serait déjà mise en marche. Le premier acte de cette stratégie vient de se réaliser avec l'éviction de l'incriminé de son poste de président de l'Interfédéral du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), le parti présidentiel. C'est le député national Louis Thole, un autre cadre de la majorité qui assumera désormais cette fonction.

Les choses sont allées très vite et le nouveau patron de la sécurité

intérieure, Évariste Boshab, ne fait pas dans la dentelle lorsqu'il s'agit de préserver les intérêts du clan présidentiel aujourd'hui menacés au Katanga. Toujours d'après des sources averties, des responsables de la police et de l'Agence nationale de renseignements du Katanga ont été relevés de leurs fonctions, preuve que la majorité présidentielle n'entend pas laisser échapper la province cuprifère qu'elle veut maintenir dans son giron. Les grandes manœuvres politiques de ces derniers temps organisées dans ce coin du pays qui, en un temps record, voit défiler maintes autorités politico-militaires du pays à commencer par le chef de l'État, laisser supposer que les enjeux sont de taille.

En effet, une réunion de crise à laquelle ont été conviés tous les cadres du PPRD/Katanga a été organisée le 4 janvier sous la présidence d'Évariste Boshab. Ce dernier déblayait ainsi le terrain en prévision d'une autre réunion que Joseph Kabila devrait tenir le lendemain avec les notabilités katangaises autour notamment du découpage territo-

rial, de la possible révision de la Constitution au profit du chef de l'État et de la suite à donner aux propos de Moïse Katumbi. Rien n'a filtré, jusqu'en fin de soirée sur cette audience pour laquelle beaucoup ont parié sur l'absence du président du TP Mazembe qui n'arrête d'évoquer des ennuis de santé, question de se dédouaner des critiques. Il serait même demandeur d'une autorisation de sortie du territoire national pour poursuivre ses soins à l'étranger. Ce que la hiérarchie de son parti est prêt à lui concéder à condition qu'il démissionne du gouvernorat du Katanga. D'après certaines indiscretions, Moïse Katumbi assumerait bien ses propos tenus à la place Moïse Tshombe et entend quitter le gouvernorat du Katanga par des voies légales et non à coup de de chantage.

Plus les jours passent, plus les relations entre le président du TP Mazembe et la majorité présidentielle se gâtent. Les prochains jours nous en diront davantage sur ce qui a tout l'air d'un bras de fer.

A.D.

CAN 2015 – PRÉPARATION

Les Léopards au complet au centre Mbankomo au Cameroun

Les vingt-neuf Léopards présélectionnés de la RDC sont déjà à pied d'œuvre avant d'aborder la phase finale de la 30e édition de la Coupe d'Afrique des Nations.

Les Fauves RD-congolais séjournent depuis le 31 décembre 2014 au Centre Mbankomo à 40 km de Yaoundé au Cameroun. C'est le site choisi par le staff technique des Léopards piloté par le sélectionneur Florent Ibenge pour un stage de préparation avant la compétition prévue du 17 janvier au 8 février en Guinée Équatoriale.

L'on signale dans la foulée que les membres du staff technique ont tous paraphé le contrat qui les lie au gouvernement congolais le 30 décembre 2014, avant de prendre leur vol le 31 décembre pour le Cameroun, avec le premier groupe de douze joueurs évoluant au pays. Il s'agissait de Robert Kidiaba (Mazembe), Hervé Lomboto (V.Club), Yannick Bangala (Daring Club Motema Pembe -DCMP-), Jean Kasusula (Mazembe), Joël Kimuaki (Mazembe), Joyce Lomalisa Mutambala (V.Club), Mabele Bawaka (V.Club), Chiquito Lema Mabidi (V.Club), Nelson Munganga (V.Club), Dark Kabangu (FC MK), Héritier Luvumbu (V.Club) et Firmin Mubele (AS V.Club). Et

le samedi 3 janvier 2015, c'était au tour d'autres internationaux, évoluant à l'étranger (Europe) de fouler le sol camerounais par le biais de l'aéroport international Nsimalen de Yaoundé avant de rejoindre le centre de Mbankomo, notamment Jérémy Bokila (Terek Grozny/Russie), Junior Kabananga (Cercle de Bruges/Belgique), Neeskens Kebano (Charleroi/Belgique), Nicaise Kudimbana (Anderlecht/Belgique) et Chancel Mbemba (Anderlecht/Belgique). Le latéral droit Djo Issama Mpeko de Kabuscorp en Angola a, pour sa part, rallié Yaoundé le 4 janvier dans la matinée. Et dans la soirée, ils étaient désormais vingt-six joueurs présents au Centre Mbankomo, avec l'arrivée de huit joueurs, précisément Dieumerici Mbokani (Dynamo Kiev/Ukraine), Hervé Kage (Genk/Belgique), Parfait Mandanda (Charleroi/Belgique), Cédric Mongongu (Evian TG/France), Cédric Mabwati (Osasuna/Espagne), Cédric Makiadi (Werder Brême/Allemagne), Christopher Oualembo (Academica Coimbra/Portugal) et Distel Zola (Chateauroux/France). Le dernier contingent des joueurs, avec le capitaine des Léopards Youssouf Mulumbu (West Bromwich Albion/Angleterre), Bolasie Yannick (Crystal Palace/Angleterre) et Zakuani Gabriel

(Petrborough-Angleterre), était attendu le 5 janvier au site de Mbankomo.

Les réactions...

Certains joueurs ont livré leurs premières impressions en rejoignant l'ensemble du groupe. « Mes premières réactions sont bonnes car je retrouve mes amis et pères du staff technique. Nous sommes ici pour nous préparer afin d'entamer la compétition dans de bonnes conditions et je crois que tout le monde est en forme et concentré pour cela. Nous sommes là pour satisfaire le peuple congolais... Personnellement je suis 100% Congolais. Je ne sais pas pourquoi tous ces articles dans la presse sur un éventuel blocage d'Anderlecht. L'important pour moi est que je sois là et je vais défendre les couleurs de la RDC », a déclaré le défenseur des Mauves de Bruxelles Chancel Mbemba dont des propos quelques jours sur son désir de vouloir rester à Bruxelles pour se préparer avec son club et son obligation de rejoindre la sélection RD-congolaise pour la CAN 2015 avant ont été diversement commentés dans la presse et les réseaux sociaux.

Le gardien de but Nicaise Kudimbana également d'Anderlecht a pour sa part dit : « Je suis fier d'être sélectionné parmi les 29



Les Léopards au centre de Mbankomo au Cameroun

pour la CAN 2015 et j'espère que ça va bien se passer pour nous tous. L'ambiance est toujours bonne. Le cadre est excellent puisqu'on se trouve dans un centre de formation de football... On n'est pas venu ici pour faire de la figuration, c'est une opportunité pour nous de participer à cette grande compétition, raison pour laquelle j'aimerais dire au peuple congolais qu'on est ici pour des résultats et qu'on ira le plus loin possible, pourquoi pas? Car nous avons des qualités et des ambitions. En tous cas j'y crois, faites nous confiance ». Le milieu offensif de Charleroi en Belgique, Neeskens Kebano a évoqué les entraînements qui se passent comme souhaité. « On place beaucoup d'espoirs en nous, car les joueurs qui sont

conviés à disputer les grandes compétitions sont toujours sollicités et attendus par les supporters... Je salue tous les Congolais, soyez-tous derrière nous. On fera le maximum pour faire un bon résultat », a-t-il indiqué.

Le sélectionneur Florent Ibenge a, pour sa part, déclaré que son équipe se prépare d'abord pour le match contre la Zambie le 18 janvier, avant d'envisager la suite. «... Nous aborderons match par match avec la folle envie de gagner. Mes joueurs en sont conscients et je suis convaincu qu'ils disposent des arguments footballistiques pour le faire », a-t-il confié. L'on rappelle que la RDC se trouve dans le groupe B avec la Zambie, le Cap-Vert et la Tunisie.

Martin Enyimo

ALL AFRICA MUSIC AWARDS

Fally Ipupa et Laurette la perle parmi les lauréats

La cérémonie de distinction musicale s'est déroulée fin décembre dernier à Lagos au Nigéria.

Fally Ipupa a remporté le prix de meilleur artiste masculin d'Afrique centrale tandis que Laurette la perle a été désignée meilleure artiste féminin dans la même région. La chanson « Cocoa na chocolate », à laquelle Fally Ipupa avait collaboré avec de nombreux autres artistes africains, a également été récompensée dans la catégorie « Meilleure collaboration africaine ».

All Africa music awards (Afrima) est un effort combiné de reconnaître, de récompenser, de promouvoir et de préserver la riche culture musicale de l'Afrique. Organisé en partenariat avec l'Union africaine, il a pour objectif d'être le plus grand évènement de la musique en Afrique. Au cours de ces trois dernières années, des débats ont été organisés, des idées ont été émises et des stratégies ont été mises en place pour identifier les lacunes dans le marché musical africain et d'apporter des solutions. Afrima se donne pour objectif



Fally Ipupa

de créer une plate-forme internationale pour célébrer le patrimoine et les valeurs culturelles, de récompenser les artistes, de créer une croissance durable de l'industrie de la musique africaine et contribuer ainsi aux économies nationales du continent.

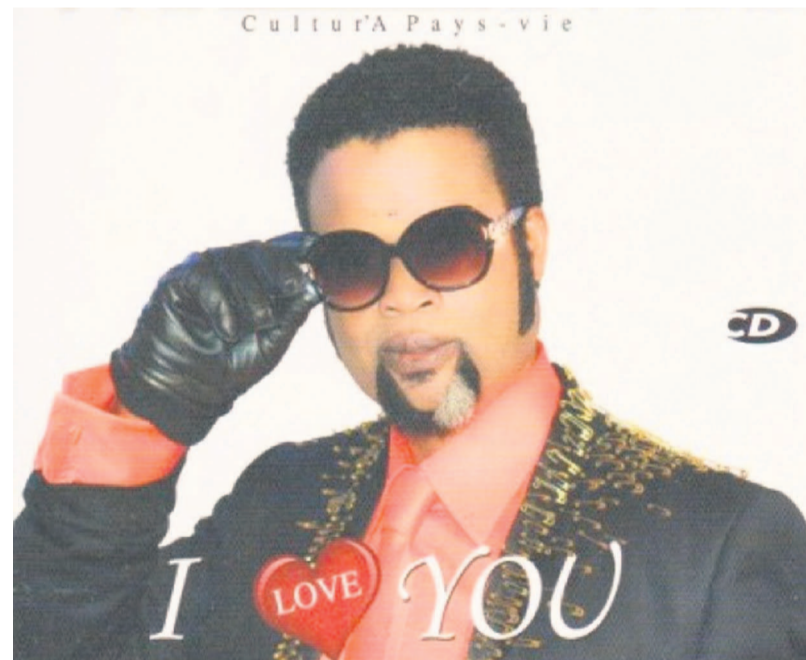
Patrick Kianimi

MUSIQUE

Félix Wazekwa fait danser en fin d'année avec I love you

Le tout nouvel opus de S'Grave fait partie de ses œuvres de dernière minute dans les bacs à quelques jours de la Saint Sylvestre qui ont égayé Kinshasa à l'occasion des dernières festivités.

Des treize titres de I love you, le générique Bouffez-moi tout ça était le premier lancé sur le marché à partir du 20 décembre à Paris selon le site Univers Rumba congolaise. C'est dire que Félix Wazekwa aura tout misé sur un titre aussi évocateur pour être de la partie lors des réjouissances en fin d'année. Cet air très dansant fait pour, sinon ce ne serait pas un générique, traduire ni plus ni moins la prétention du chanteur de ne faire qu'une bouchée de toutes les œuvres sorties précédemment. Par ailleurs, le patron de l'orchestre Cultur'a Pays Vie avait tout agencé afin de déjà familiariser le public avec l'album, du moins quelques-uns de ses titres. De sorte que, au bout du compte tout a été fait dans le but de mettre l'eau à la bouche des mélomanes avec la diffusion de façon assez régulière sur le petit écran de Bouffez-moi tout ça ou encore



La pochette de l'album I Love You

Câlins Gourmand. Si la campagne promotionnelle a payé, l'artiste a choisi de continuer sur cette lancée en offrant déjà un premier concert le 4 janvier à la Fikin en guise de présentation de l'album. C'est dire que les choses se font bien différemment pour cette œuvre. Il est clair que Félix Wazekwa a réellement en vue de mettre les bouchées doubles pour marquer sa présence sur le marché. I love you est déjà en vente à Kinshasa, il est disponible chez les nombreux disquaires qui

jonchent l'avenue Victoire en plein cœur de la cité de l'ambiance, au quartier Matonge. S'il est encore à découvrir dans son intégralité avec la diffusion progressive des clips et à la faveur des shows que Cultur'a Pays Vie entend livrer d'ici là, il faut néanmoins savoir que son message central n'est pas loin de son intitulé. Dans l'ensemble, Félix Wazekwa y invite les mélomanes à cultiver la paix et l'amour. Ce que notamment le titre éponyme I Love You explicite.

Nioni Masela

FÊTE DE NOUVEL AN

Les affaires sociales associent leurs aînés au repas

Pour célébrer la Saint Sylvestre en beauté, la direction départementale des affaires sociales de Pointe-Noire a organisé le 3 janvier dans le 5^e arrondissement Mongo Mpoukou un repas convivial qui a regroupé les agents en service et ceux retraités qui ont œuvré pendant des années au sein de ce département.

Ce repas a été organisé pour rendre hommage aux anciens des affaires sociales pour leurs loyaux et fiers services rendus à la population défavorisée pendant leur vie active « Nous avons décidé de passer ces moments de bonheur avec les anciens des affaires sociales aujourd'hui retraités. C'est avec une grande émotion et un bonheur infini qu'on a retrouvé nos anciens qui ont été là avant nous. Nombreux sont décédés, d'autres ne se voyaient pratiquement plus, et d'autres encore affectés par la maladie, mais ont tenu à être présents. Imaginez que certains sont en retraite depuis 1988. Nous avons échangé, discuté et passé ces moments inoubliables autour d'un pot et du repas de fin d'année » a dit Marie-Thérèse



Les agents des affaires sociales anciens et actuels lors du repas de fin d'année crédit photo «Adiac»

Loemba, directrice départementale des affaires sociales de Pointe-Noire et de poursuivre en s'adressant aux aînés « Nous ne vous avons pas oublié, car nous sommes intimement liés dès lors que nous constituons une unité. Tout homme porte en soi a dit le sage, la forme entière de l'humaine condition. Merci de tout cœur, pour l'exemple et le modèle que vous incarnez et pour l'outil fondé sur les valeurs de l'humanisme que vous avez forgé et dont nous devons assurer la péren-

nité, afin de promouvoir la chaîne de la solidarité, base de toute civilisation ». Saluant l'initiative prise par la direction départementale des affaires sociales, Delphine Kaya, ancienne directrice départementale des affaires sociales et Sylvère Jonas Loemba, chef de la circonscription d'action sociale de Ngoyo se sont joints à leur tutelle qui leur a offert ce moment de partage hautement symbolique pour célébrer en communion la Saint sylvestre. **H.B.M.**

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Christian Ernest Makosso remercie ses mandants

Tête de liste aux dernières élections locales dans le 2^e arrondissement Mvou-Mvou à Pointe-Noire, Christian Ernest Makosso est venu remercier le 3 janvier son électorat pour son soutien lors de ce scrutin.

La liste du Pct à Mvou-Mvou conduite par Christian Ernest Makosso a obtenu quatre sièges au conseil départemental et municipal de Pointe-Noire, un résultat qu'il a jugé honorable.

« Je viens vous remercier ce jour, parce que c'est moi qui avait la responsabilité de conduire la liste Pct à Mvou-Mvou. Ce résultat est le fruit du travail que nous avons abattu ensemble. Merci pour l'engagement qui a fait que le Pct ait quatre conseillers », a dit Christian Ernest Makosso, avant d'ajouter que: « Les résultats obtenus à Mvou-Mvou sont des résultats de sincérité et de cœur. C'est une marque de reconnaissance et d'amour; non seulement pour Mvou-Mvou, mais aussi pour le président

du Comité central. Dès cet instant, nous pouvons dire que le Pct a un ancrage fort à Mvou-Mvou. De ce fait, je peux être serein pour les grands défis de demain et Mvou-Mvou devrait accompagner le Pct ». Pour Florent Paka, président du comité Pct-Mvou-Mvou, ces résultats auraient dû être meilleurs s'il n'y avait pas eu trahison au sein des rangs du parti dans cet arrondissement. Il a par ailleurs dévoilé l'action de son engagement poli-



Le conseiller municipal Christian Ernest Makosso crédit photo «Adiac»

tique qui consiste entre autres, à promouvoir la culture de paix et l'unité nationale.

Hervé Brice Mampouya

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

CAN 2015

Claude Le Roy retire Maboulou de sa liste

La Fécofoot a publié ce matin un communiqué pour annoncer le retrait de Christopher Maboulou. Le Bastiais ne rejoindra donc pas le groupe à Saly, où manquent encore Litsingi (en attente de son passeport à Brazzaville), Bifouma et Ndinga, qui voyagent aujourd'hui.

Dans nos colonnes, hier, Kader Khelifa, se montrait optimiste en annonçant que « Christopher est attendu par le staff et n'a qu'une envie : rejoindre la sélection congolaise ». Une position que ne partage visiblement pas le sélectionneur national, « fatigué par les attermolements » du Bastiais.

La Fécofoot a donc publié le communiqué suivant : « Le sélectionneur congolais Claude Le Roy a décidé de retirer Christopher MABOULOU de la liste des 26 joueurs retenus pour le Stage de Dakar, fatigué des attermolements. En effet, convoqué pour participer au dernier stage, Maboulou n'est toujours pas arrivé à Dakar. A quelques jours de la publication de la liste définitive à la Confédération Africaine de Football, Claude Le Roy a pris sa décision et le sociétaire de Bastia ne participera pas à la Coupe d'Afrique des Nations de Football ». La fin donc d'une affaire qui suscitait rumeurs et frustrations chez les suiveurs de la sélection nationale depuis plusieurs jours. Le groupe congolais compte désormais 25 joueurs. Plus que deux à retirer pour connaître les vingt-trois élus qui partiront à la conquête de la Coupe d'Afrique des nations.

Camille Delourme

Les Diables rouges en préparation au Sénégal

Le onze national congolais a choisi Dakar pour affûter ses armes question de s'assurer une meilleure prestation le 17 janvier prochain en match d'ouverture face à la Guinée Equatoriale, pays hôte.

Les Diables rouges n'envisagent pas jouer les figurants dans cette 30e édition de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2015 même s'ils ne sont pas favoris pour le titre. Après quatorze ans de passage à vide, le onze national congolais est déterminé à relever le défi de réussir son retour sur la scène du football continental. Pour ne pas être pris de court par le temps qui passe et qui les rapproche davantage du match d'ouverture, l'équipe s'est envolée pour le Sénégal, précisément au centre de Diambars à Dakar, pour son stage de préparation.

Dans ce centre dont les installations sont modernes avec des aires de jeu de qualité, les Diables rouges ont deux séances d'entraînement par jour. La partie physique les matinées sur la côte sablonneuse de Saly, tandis que les séances des après-midi sont consacrées aux oppositions et aux



Les Diables rouges à l'entraînement

réglages techniques de tout genre. Cette préparation, à dire vrai se passe dans une grande sérénité, sous la houlette du sélectionneur Claude Le Roy.

Sur l'effectif, l'attaquant Thievy Bifouma évoluant à Almería, en Espagne et le milieu défensif Delvin Ndinga du club grec d'Olympiakos devraient rejoindre le groupe dans la soirée du lundi 5 janvier.

Ne manquera à l'appel que Franci Litsingi qui a perdu son passeport, il y a une semaine. Il attend qu'un nouveau passeport lui soit établi pour rallier Dakar. En attendant, l'équipe poursuit sa préparation au pays de la Terranga. Rendez-vous donc le 17 janvier pour évaluer les retombées de cette étape sénégalaise des Diables rouges vers la CAN.

Rominique Nerplat Makaya

FESTIVAL TAZAMA

La 2^e édition s'ouvre à Brazzaville

La 2^e édition du Festival du film des femmes africaines, Tazama, s'ouvre ce 6 janvier en soirée à l'Institut français sur le thème « Combats de femmes » avec des films sur le mariage forcé, le harcèlement sexuel, la difficulté de concevoir, le racisme, la prostitution, la difficulté d'aimer, le devoir de mémoire, autant de sujets qui dérangent parce qu'ils racontent la vie de tous les jours. Des courts métrages du Maroc, Cameroun, Sénégal, Côte d'Ivoire, Rwanda, RDC, Bénin et Mali compléteront cette programmation cinématographique. Ce festival qui a pour objectif principal de soutenir la lutte contre le cancer en Afrique a été initié par l'association Clap Congo que dirige Claudia Haidara-Yoka. Cette édition connaîtra également la participation des réalisateurs Françoise Ellong (Cameroun), Jacqueline Kalimunda (Rwanda), Moussa Sene Absa (Sénégal), Dorcas Ahouangonou et Laetitia N'Da de la Côte d'Ivoire. Plusieurs auteurs réalisateurs dont les films ne seront pas projetés mais grâce à leurs talents et expertise sont invités à ce festival. Il s'agit de Meiji U'tumsi : réalisatrice, comédienne et productrice (Congo-Brazzaville), Serge Abessolo: Comédien, producteur et Maître de cérémonie (Gabon), Basile Ngangue Ebelle : Président du Festival du film Panafricain de Cannes (Cameroun), Amog Lemra : réalisateur et producteur (Congo-Brazzaville).

Hermione Désirée Ngoma

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe (Angleterre, Ecosse, Espagne et Grèce)

Angleterre, 20^e journée, 1^{re} division

Dominateurs, les Potters de Stoke City partagent finalement les points avec Manchester City (1-1). Steven Nzonzi était titulaire lors de ce match au terme duquel Louis Van Gaal, l'entraîneur mancourien, a reconnu que Stoke City méritait la victoire. Les Potters, qui ont bien négocié la période des fêtes

(2 succès et 1 nul), sont 11e au classement.

Angleterre, 24^e journée, 3^e division

Sans Amine Linganzi, non retenu dans le groupe, Gillingham s'incline à Port-Vale (1-2). Gillingham est 20e et premier non relégué.

Ecosse, 19^e journée, 2^e division

Après son carton remarqué face aux Glasgow Rangers (4-0), Hibernian prend un bon point chez le leader, Heart of Midlothian (1-1). Dominique Malonga était titulaire lors de ce match, qui permet à Hibernian de garder sa place de 3e.

Espagne, 17^e journée, 1^{re} division

Thievy Bifouma était titulaire lors de la victoire d'Almería à Malaga (1-2). Décisif sur l'action qui amène le penalty du 2-1, avec une talonnade inspirée pour Hemed, puis remplacé à la 88e. Avec ce succès, Almería compte 3 points d'avance sur Grenade, 1^{re} relégué.

Grèce, 17^e journée, 1^{re} division

L'Olympiakos de Delvin Ndinga recevait le FC Plataniias de Bernard Itoua (2-1). Servi par le Franco-Congolais Arthur Masuaku, Delvin Ndinga ouvre le score d'une frappe lointaine et soudaine de toute beauté. Son premier de la saison en championnat, le deuxième après celui face à la Juventus en Ligue des champions. Souvent bien placé, averti à la 41e, Bernard Itoua a été pris de vitesse sur le deuxième but adverse, inscrit de près par Mitroglou. Avec cette victoire, l'Olympiakos revient à un point du PAOK Salonique, le leader. Avec 18 points, Plataniias est 12e.

C. D.



Delvin Ndinga ouvre le score et son compte-but d'une frappe magnifique face au FC Plataniias de Bernard Itoua (crédits photo olympiacos.org)